

Pollock, David H. et Ritter, Arch R.M. (eds.), *Latin American Prospects for the 1970s : What Kinds of Revolutions?*, Praeger Publishers, New York, 1973, 334 p.

Daniel Gay

Volume 7, numéro 2, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700682ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700682ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gay, D. (1976). Compte rendu de [Pollock, David H. et Ritter, Arch R.M. (eds.), *Latin American Prospects for the 1970s : What Kinds of Revolutions?*, Praeger Publishers, New York, 1973, 334 p.] *Études internationales*, 7(2), 300–302.
<https://doi.org/10.7202/700682ar>

NORDLINGER, Eric A., *Conflict Regulation in Divided Societies* (Occasional Paper n° 29), Cambridge, Mass., Center for International Affairs, Harvard University, 1972, 137p.

Selon Samuel P. Huntington, aujourd'hui, le préjugé contre la sécession politique demeure aussi fort que le préjugé contre le divorce au XIX^e siècle. Donc, les différentes communautés ethniques et religieuses continuent de vivre côte à côte même si elles se détestent l'une et l'autre. Le petit livre de M. Nordlinger tente de mettre au point ce problème, en examinant les stratégies et tactiques pour réglementation et contrôle des violents conflits dans les sociétés multiethniques et multiculturelles. Il va sans dire que cette œuvre est très intéressante et importante, étant donné que les politologues ont ignoré ce sujet jusqu'à tout récemment, en dépit des conflits idéologiques.

Nordlinger suit une approche assez originale et unique. D'abord, le système politique est traité généralement comme une variable dépendante. Conséquemment, les institutions politiques, le comportement politique, la culture politique et les politiques publiques sont expliqués comme les conséquences ou bien les fonctions des variables socio-économiques et culturelles. Contraire à cette méthodologie, Nordlinger considère le système politique comme une variable indépendante et il recherche les causes des conflits ethniques et sociaux dans les politiques suivies par les élites et, dans la nature, et le comportement du leadership. En second lieu, il évite la tentation de considérer les conflits communautaires comme des phénomènes transitionnels et il est conscient du fait que le progrès et la modernisation ne sont pas nécessairement des corrélatifs de l'intégration nationale. En prenant ces deux postulats comme point de départ, Nordlinger a essayé d'identifier et d'analyser les stratégies et les tactiques pour la réglementation des conflits dans les sociétés multiethniques.

Dans son analyse, il utilise une méthodologie comparative, comme historique. Pour

le développement de son cadre théorique, il a très attentivement choisi les données, tirées de six cas de la réglementation des conflits ethniques avec succès. Les six cas choisis sont les suivants : la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Autriche, la Malaisie et le Liban.

Basé sur son étude des cas mentionnés, l'auteur identifie les six stratégies de réglementation : une coalition stable créée par les partis politiques avant même l'élection ; le principe de proportionnalité pour donner la représentation aux différentes communautés aux niveaux politique et administratif du gouvernement ; une dépolitisation consciente d'issues de conflits ; un veto mutuel ; les compromis ; et enfin les concessions accordées par les groupes majoritaires aux groupes minoritaires. L'on peut bien remarquer que l'auteur rejette catégoriquement le modèle courant de démocratie majoritaire pour la réglementation des conflits ethniques.

Le cadre théorique développé par Nordlinger tient bien, sauf dans le cas du Liban où tout récemment les conflits violents entre les chrétiens et les musulmans ont démontré que les stratégies de proportionnalité et de la dépolitisation pouvaient être efficaces seulement pour une période de temps limité. Cependant, le livre est très bien écrit du point de vue de la forme et de l'enchaînement logique de pensée, et il sera considéré comme une contribution importante à la littérature de la science politique.

Nasir ISLAM

*Faculté des sciences de la gestion,
Université d'Ottawa*

POLLOCK, David H. et RITTER, Arch R. M. (eds.), *Latin American Prospects for the 1970s : What Kinds of Revolutions ?*, Praeger Publishers, New York, 1973, 334p.

Ce volume reproduit quelques-unes des communications qui ont été présentées dans

le cadre de la conférence autour du thème : « L'Amérique latine dans les années 70 : quelles sortes de révolutions ? », laquelle eut lieu en 1971 à l'Université Carleton d'Ottawa, sous les auspices de l'École des relations internationales de cette institution et de l'Institut canadien des Affaires internationales.

Il comprend dix-huit courts chapitres regroupés en cinq sections. La première section, qui se veut une introduction à la discussion du thème central, comporte une étude plutôt indigeste de Ritter et Pollock sur ce que ces auteurs conçoivent comme étant la problématique de la « révolution en Amérique latine », et une intéressante critique de la célèbre théorie de la dépendance d'André Gúnder Frank. La communication de Ritter et Pollock est suivie de celle de Pollock sur diverses idéologies de la modernisation en Amérique latine.

La seconde section, qui regroupe les chapitres 3, 4, 5, 6 et 7, tente d'évaluer l'utilité des politiques économiques et culturelles en Amérique latine, dont la planification, l'allocation de ressources industrielles, et l'institutionnalisation de valeurs élitistes (voir l'étude d'Illich sur « l'impérialisme culturel et le 'dé-embourgeoisement' de l'éducation en Amérique latine »). L'article de Pollock (pp. 70-85), qui souligne les points de convergence et les différences fondamentales entre le Rapport Pearson (1969) et le Rapport Prebisch (1971), est très instructif sous le rapport de conceptions courantes du développement.

Sous le titre « Principaux acteurs politiques éventuels », la section III réunit pêle-mêle des réflexions sur les « rôles émergents » de la bureaucratie militaire (Brésil et Pérou) et de l'Église catholique (Pérou), et sur les thèmes de littérature et société dans l'Amérique hispanique et, de violence : guérilla et rapt de diplomates. L'étude de Robert J. GLICKMAN (« Literature and Society in Spanish America : Tradition and Chance ») est particulièrement décevante. L'auteur, qui prétend avoir découvert des

« infirmités culturelles » dans ce qu'il conçoit comme étant « la littérature hispano-américaine », dans le passé comme dans le présent, est gratuitement pessimiste quant à l'avenir des œuvres latino-américaines et leur impact sur la société. Par ailleurs, Glickman estime que la littérature politique non conformiste en Amérique du Sud est condamnée à « produire un art de qualité inférieure ainsi qu'une fausse image de la réalité » (p. 163), parce que, selon lui, « la littérature ne peut être transformée en instrument de propagande... au service d'une idéologie ». L'auteur semble ignorer l'apport d'une riche littérature scientifique qui contribue à démythifier l'« innocence » même de grandes œuvres dites classiques, apparemment « neutres ».

Les « Réflexions sur la guérilla en Amérique latine » de l'historien canadien J. C. M. Ogelsby, nous paraissent également superficielles. L'auteur, qui tente une interprétation « culturaliste » et « personnaliste » des « activités de la guérilla », fait des réflexions du genre : « He was a victim of his own guerrilla-oriented personality » (p. 165) ; « ...alien ideological positions [on suppose qu'il se réfère naturellement à l'idéologie marxiste] will not inspire success, for it is a historical truth that men and not ideas matter in Latin America » (p. 167) ; « to make revolution and counterrevolution is good business for those who engaged in it. In other words, it is a way of life » (p. 164). ...Ainsi, Ogelsby se demande pourquoi un médecin, par exemple, ne se limiterait pas « à utiliser sa compétence et ses talents à des fins sans doute prosaïques mais non moins importantes » (p. 168) au lieu de « faire la révolution » – comme si l'exercice de la médecine et la distribution du bien-être étaient indépendants des contradictions économiques et sociales. Dans ce même ordre d'idées et de sentiments, Ogelsby s'en prend, par exemple, aux exilés haïtiens « Who sit around making the counter-revolution (sic) ».

L'article de G. S. SMITH (« The Diplomat as Hostage : Reflections on Power and

Violence in Latin America ») comporte heureusement un certain nombre de données « structurelles » qui apportent un certain correctif à l'interprétation quelque peu fantaisiste d'Ogelsby. Cependant, Smith aussi succombe à la tentation d'interpréter *la violencia* comme résultant d'une combinaison de trois facteurs – nommément la « tradition latine » de la ventilation publique de l'agression, le culte « prédominant » du *machismo*, et « l'omniprésence de la mort » dans la culture sud-américaine !

Enfin, la dernière section du volume (section V) comporte six articles consacrés à des études de cas : développements politiques récents au Brésil ; avenir des pays du Commonwealth caraïbéen... Dans ce contexte, l'étude d'Arch RITTER (« Institutional Strategy and Economic Performance in Revolutionary Cuba ») soulève une question fondamentale que bon nombre d'auteurs hésitent à confronter de façon honnête en rapport avec l'expérience cubaine : la dramatique et soudaine redistribution de revenu ainsi que les changements importants au niveau du statut social des classes laborieuses à Cuba – lesquels se traduisent dans la réalisation d'une alphabétisation quasi-totale et l'amélioration remarquable des conditions de santé – auraient-ils été possibles sans la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ?

En résumé, *Latin American Prospect for the 1970s* regroupe un certain nombre de communications intéressantes et instructives sur des questions pertinentes au développement de l'Amérique latine. Par contre, certaines de ces études sont décevantes. Par ailleurs, si l'on fait exception des trois (3) phases où Vincent RICHARDS (« Development Prospect in the Commonwealth Caribbean in the 1970s ») rappelle la nationalisation de la multinationale canadienne, Demera Bauxite, par le gouvernement de la Guyane, et souligne l'importance de cette mesure, aucun des auteurs n'a abordé la question actuelle du rôle du Canada dans le développement ou le sous-développement de l'Amérique latine. Il s'agit là d'une lacune

étant donné que l'un des principaux objectifs de la Conférence consistait à « aider les Canadiens tant dans la communauté académique que dans le gouvernement et le monde des affaires, à se familiariser avec la diversité et la complexité du phénomène latino-américain ». Enfin, toujours en rapport avec cet objectif, il est très regrettable que la participation de Canadiens authentiques à ce volume – comme d'ailleurs à d'autres volumes de ce genre (par exemple, D. L. C. HAMLIN, éd., *The Latin Americas*, Toronto, 1960) –, soit quantitativement et qualitativement minoritaire.

Daniel GAY

*Département de sociologie,
Université Laval*

RAJWAR, L. M. S., *Les transports maritimes et les pays en voie de développement*, Bruxelles, Établissement Émile Bruylant, 1972, 131p.

Le commerce prend une place de plus en plus grande dans l'économie des pays en voie de développement. Certains vont même jusqu'à lier commerce et développement économique. Or, lors des discussions sur les échanges internationaux, les effets du transport maritime sur le commerce international sont souvent négligés. C'est pour combler cette lacune que L. M. S. Rajwar, M. G. Valente, J. J. Oyevaar et W. R. Malinowski ont voulu attirer l'attention sur cette question qui, à leurs yeux, révèle une importance considérable.

Pour Rajwar, la détermination de la balance des paiements des pays en voie de développement est due en grande partie à la sortie des devises nécessaires au règlement des transactions « invisibles ». Or, parmi ces « invisibles », le transport maritime occupe la première place. Pour remédier à cette situation, il est nécessaire, pour ces États, d'exercer une certaine influence